Le 17-02-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Considérée comme ringarde il y a peu, la souveraineté industrielle fait son retour en force dans les discours politiques et dans la presse économique. Pour les libéraux, la relocalisation et la « souveraineté » sont un nouveau prétexte à la casse sociale, au productivisme et au subventionnement sans condition des entreprises. Pour d'autres à droite, il faudrait mettre en place un « trumpisme » à la française, c'est-à-dire préserver les intérêts du secteur privé et le cadre libre-échangiste global, en ajoutant simplement à la mondialisation une touche de nationalisme économique. Une vraie politique de relocalisation dans l'intérêt des classes populaires n'a rien à voir avec cela. Elle doit poser la question de la propriété des moyens de production, de la finalité de cette production, du contrôle et de l'utilisation des capitaux...

{"preview_thumbnail":"/sites/default/files/styles/video_embed_wysiwyg_preview/public/video_thumbnails/Ueu_h21rmZ4.jpg?itok=oRYNsm7D","video_url":"https://youtu.be/Ueu_h21rmZ4","settings":{"responsive":1,"width":"854","height":"480","autoplay":0},"settings_summary":["Embedded Video (Adaptatif)."]}

Aurélien Bernier, auteur, journaliste et conférencier. Il a publié de nombreux ouvrages dont "L'urgence de relocaliser: Pour sortir du libre-échange et du nationalisme économique".

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire